

MAIRIE DE LA VALETTE DU VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE – Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT du VAR
ARRONDISSEMENT de TOULON

Canton TOULON 3
Commune de La VALETTE-du-VAR

----- *Extrait du Registre des Délibérations Conseil Municipal Commune de LA VALETTE-du-VAR* -----

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301448-20231208-2023_DEL_233-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/12/2023

MEMBRES : 35
AFFERENTS AU CM 35
EN EXERCICE 35
VOTANTS 33

SEANCE DU : 04 DECEMBRE 2023

**L'ANDEUX MILLE VINGT-TROIS
ETLE QUATRE DUMOISDE DECEMBREA17 HEURES**

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE CETTE COMMUNE,
REGULIEREMENT CONVOQUE, en date DU 28 NOVEMBRE
2023 S'EST REUNI AU NOMBRE PRESCRIT PAR LA LOI,
DANS LE LIEU HABITUEL DE SES SEANCES
(ESPACE PIERRE BEL),
(Avec diffusion en direct sur les réseaux sociaux)**

SOUS LA PRESIDENCE DE M. Thierry ALBERTINI, Maire

PRESENTS :

Roland TMIM, Sylvie LAPORTE, Bernard ROUX, Yves JOLY, Stéphane CHAMP (procuration à M. CHIDIAC jusqu'à 17H14), Carmen SEMENOU, Jean-Marc LUCIANI, Anne ADAOUST, Adjoints.

Roselyne MOULARD, André CHIDIAC, Solange CHIECCHIO, Alexandre RISACHER, Luc BAGNOL, Patrick CHATRIEUX, Michel FAURE, Florence HARANG-DUVIGNEAU, Olivier LUTERSZTEJN, Richard MOSKOVOSKY, Chantal RUIDAVETS, Marie SCHAEFFER (arrivée à 17h02), Ludovic TASSAN, Marc VERDET- Conseillers Municipaux.

AVAIENT DONNE PROCURATION (cf. article L. 2121-20 du CGCT) :

M. Henri-Jean ANTOINE	A/	M. Jean-Marc LUCIANI
Mme Claude ARNAUD/GALLI	A/	M. Roland TMIM
Mme Virginie BRISSY	A/	M. Luc BAGNOL
M. Nicolas EUDELIN	A/	M. Olivier LUTERSZTEJN
Mme Hélène HERMARY	A/	M. Yves JOLY
Mme Laurence HOLLIGER	A/	Mme Roselyne MOULARD
Mme Danielle JAINES	A/	M. Michel FAURE
M. Mathieu LAUPIES	A/	M. Marc VERDET
M. Guillaume ROBAA	A/	M. Patrick CHATRIEUX
Mme Séverine VALVERDE	A/	Mme Sylvie LAPORTE

ETAIENT ABSENTS : Lucien LESUR (a quitté la séance à partir de 18h02, sans donner procuration - Absent de la délibération 2023/DEL/211 jusqu'à la délibération 2023/DEL/236) et Michel REYNAUD (a quitté la séance à partir de 18h34, sans donner procuration - Absent de la délibération 2023/DEL/220 jusqu'à la délibération 2023/DEL/236)

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Patrick CHATRIEUX

DELIBERATION N° : 2023/DEL/233

OBJET : DEBAT EN CONSEIL MUNICIPAL SUR LES ORIENTATIONS RLPI

La séance continuant,
Monsieur Thierry ALBERTINI, Maire expose :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants ainsi que les articles L.153-1 et suivants,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.581-14 et suivants ainsi que R.581-72 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/12/800 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi), arrêtant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

VU les orientations et objectifs du projet de RLPi ci-joint,

CONSIDERANT que le RLPi est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Il régleme les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes,

CONSIDERANT que l'article L.581-14 du Code de l'environnement prévoit, depuis la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 Engagement National pour l'Environnement, que l'Etablissement Public de Coopération intercommunal (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (R.L.P.),

CONSIDERANT que depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est compétente de plein droit en matière de R.L.P. sur le territoire,

CONSIDERANT que le RLPi ne comporte pas de Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) comme les P.L.U., mais l'article R.581-73 du Code de l'environnement énonce que le rapport de présentation du R.L.P. « *s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs* ». Autrement dit, il fait référence à des orientations et objectifs en matière de publicité extérieure,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'élaboration d'un P.L.U., conformément à l'article L153-12 du Code de l'urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux sur les orientations générales P.A.D.D., au plus tard deux mois avant l'examen du projet de P.L.U. et que cette règle, par référence à l'article L.581-14-1 du Code de l'Environnement, est transposable à l'élaboration du RLPi,

CONSIDERANT que les objectifs du RLPi ont été approuvés lors de la délibération du Conseil Métropolitain n°20/12/800 du 15 décembre 2020, à savoir :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de

protection du cadre de vie et des paysages ;

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains R.L.P. communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

Au vu de ce qui précède, je vous propose donc de :

- Prendre acte de la présentation et de la tenue du débat sur les orientations générales du RLPI ci-joint, en application des dispositions combinées des articles L581-14-1 de Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme ;
- Préciser que la présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie de LA VALETTE-DU-VAR, conformément aux dispositions de l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

**SUR QUOI, LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de Monsieur Thierry ALBERTINI,
Maire**

PREND ACTE DE LA PRESENTATION ET DE LA TENUE DU DEBAT DU RLPI

Ainsi fait et délibéré, en séance publique, à LA VALETTE-du-VAR, les jour, mois et an susdits.

FAIT A LA VALETTE DU VAR
LE 08 DECEMBRE 2023

LE MAIRE

Thierry ALBERTINI



Voies et délais de recours : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification, des recours suivants :

-- **un recours gracieux**, adressé à Monsieur le Maire de La Valette-du-Var, Pole Juridique, Urbanisme et Habitat, BP 152 – 83167 La Valette-du-Var Cedex/ Tél : 04.94.61.90.90 - Fax : 04.94.61.90.66

– **un recours contentieux**, introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon, 5 rue Racine, BP 40510 – 83041 Toulon Cedex 9 / Tél : 04.94.42.79.30 - Fax : 04.94.42.79.89

Le Tribunal Administratif peut être saisi par application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Il est à noter que le délai du recours contentieux ne court pas tant que l'Administration n'a pas expressément ou implicitement rejeté le recours gracieux.